



Analyses et propositions anarchistes à propos du logement

compilation de deux textes de la Coordination des
Groupes Anarchistes

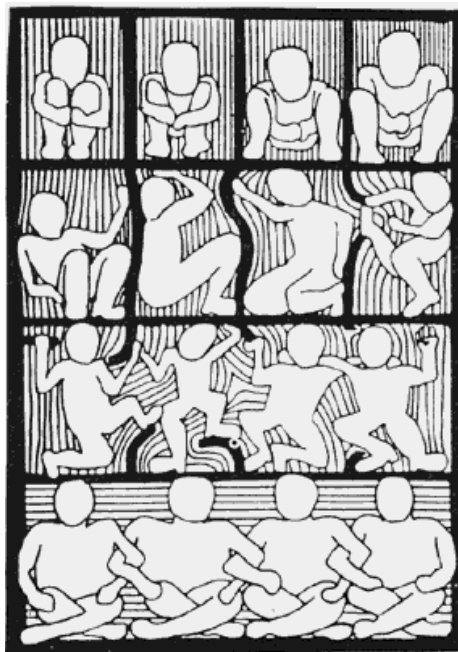
Joyaux des classes bourgeoises, la propriété immobilière constitue l'une des principales sources d'exploitation des travailleurs et travailleuses. Le bijou brille toujours davantage : les loyers ont augmenté de 50% dans le public et de 100% dans le privé depuis ces 20 dernières années. Fruit de la spéculation, l'organisation de cette pénurie fictive permet de garantir la flambée des loyers, enfonçant toujours plus le couteau sous la gorge des travailleurs, et aspirant dans son sillage les désirs et libertés de chacune. L'isolement maintient cet état de fait.

L'Etat multiplie les cadeaux aux classes bourgeoises : 15 milliards d'euros de défiscalisation et d'aide à la mise en location en 2009, et augmente la répression contre les locataires (mesures facilitant les expulsions) garantissant jusqu'au recours à la force physique. Les municipalités, loin de freiner cette logique spéculative, l'encouragent, favorisant notamment la vente d'immeuble à la découpe: on divise les appartements, le prix au m2 augmente, et on loue aux familles qui ne peuvent pas se payer mieux et vivent alors plusieurs par pièce. Cela permet ainsi à la mairie de Paris de gagner 650 millions d'euros, chaque année, grâce aux taxes de mutation.

La gauche municipale se comporte en gestionnaire loyale du capitalisme, sur le dos des travailleuses et travailleurs, des chômeuses et chômeurs mal-logés. Les exemples sont nombreux. A Aubervilliers, la municipalité PC (précédente mandature) n'a pas hésité à faire voter en conseil municipal l'expulsion des familles de la Maladrerie, occupant sans droit ni titre des logements sociaux laissés vacants, et ce avec le soutien du PS.

Les logements vides se multiplient, on en comptabilise 2 millions en France. A côté de ça, nous étions 3,5 millions de personnes à être très mal-logées ou pas logées du tout, 10 millions à nous trouver dans une situation de mal-logement et de grande précarité et plus de 100 000 personnes sans domicile fixe, en 2009. A Rouen, de larges tranches d'immeubles sont laissées vacantes par les sociétés investisseuses pour préparer une annexe de La Défense parisienne. Le but de la manœuvre est d'augmenter les prix de l'immobilier (et donc les futurs bénéfices) en réduisant au minimum l'offre de logement, au détriment des habitant-e-s qui, en plus de ne plus avoir de voisin-e-s, ont du mal à se loger. Des investisseurs pratiquent partout la même chose.

A l'époque des grandes mobilisations sur le logement (début du 20ème siècle), le propriétaire était appelé "Monsieur vautour", l'action directe était prônée contre lui et son acolyte, le concierge. La participation importante de militant-e-s anarchistes au développement de ces luttes a permis la diffusion de revendications en rupture avec l'ordre dominant et l'actions directe : grève des loyers et déménagement avant les termes, réquisition et occupation des logements laissés vides.



Aujourd'hui voici nos propositions:

La reprise directe, c'est à dire la réquisition collective de logements, sans attendre l'action de pouvoirs publics qui n'ont pas pour objectif la défense de nos intérêts mais celle de l'Etat et des propriétaires. Le résultat est direct : tout en relogant certaines et certains d'entre nous, nous contribuons à pousser les loyers à la baisse, parce que nous faisons baisser mécaniquement la «demande», et donc nous poussons les propriétaires à mettre en location les logements vides le plus rapidement possible pour éviter leur occupation. Il n'y a donc pas de contradiction entre le squatt des logements et l'intérêt des locataires, bien au contraire.

Organiser la solidarité entre habitants, locataires et squatteurs contre les expulsions, dans une lutte commune, entre logés et mal-logés, et sans logis. Les intérêts des un-e-s sont les intérêts des autres, face aux spéculateurs et aux propriétaires. Refusons les logiques de division !

Envisager la grève des loyers et des charges, comme moyen de pression sur les propriétaires, notamment contre le logement insalubre. Ce qui suppose la solidarité face à la répression.

Lutter pour la socialisation des logements collectifs, et pour la gestion directe et collective de l'attribution et de la construction des logements par des coopératives d'habitant-e-s, et non par les institutions dépendant de l'Etat, ce qui aidera à combattre le clientélisme politicien sur le logement social.

La possibilité de mettre en oeuvre cette stratégie et ces tactiques dépend de notre capacité collective à nous organiser pour la lutte, à tisser entre nous des solidarités concrètes, à refuser une médiation institutionnelle qui n'a pour objectif que de gérer la misère.

Ne restons pas seuls

Organisons-nous

